

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
<b>80</b>	<b>56</b>	<b>9</b>

N° de séance : 41

Objet de la délibération : Protocole  
d'intention relatif au financement de la  
Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur -  
Avenant n°1

**N° d'enregistrement : CC.2022.154**

Date de convocation :  
**05 juillet 2022**

Date d'affichage

**18 JUIL. 2022**

Date de réception en s/Préfecture

**18 JUIL. 2022**

Le Président certifie sous sa  
responsabilité le caractère exécutoire  
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet  
d'un recours devant le Tribunal  
Administratif de Nice dans un délai de  
deux mois à compter de sa notification  
ou de sa publication, soit par voie  
postale 18 avenue des Fleurs CS 61039  
06050 Nice Cedex 1, soit par voie  
électronique à partir de l'application «  
Télérecours citoyens » accessible sur le  
site de téléprocédures  
<http://www.telerecours.fr/>

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 11 juillet 2022**

L'an deux mil vingt-deux et le 11 juillet à 16H00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré - Avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Hassan EL JAZOULI, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA, Arnaud VIE

**PROCURATIONS :**

Jean-Pierre DERMIT à Jean LEONETTI, Marie-Rose BENASSAYAG à Albert CALAMUSO, Bernard GARNIER à Joseph CESARO, Martine SAVALLI à Anne-Marie BOUSQUET, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Xavier WIIK à Jacques GENTE, Kévin LUCIANO à Christophe FONCK, Lionnel LUCA à Jean LEONETTI

**ABSENTS :**

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Georges VAZIA, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Thérèse DARTOIS, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Marinette LANGLAIS, Catherine LANZA, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Monsieur OCCELLI,**

**Vu** la Loi n°2019-1428 d'Orientation des Mobilités, dite « LOM », en date du 24 décembre 2019 ;

**Vu** la décision ministérielle du 4 mars 2019, dans laquelle l'Etat a réaffirmé l'inscription du projet de Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur dans la programmation des aménagements ferroviaires nationaux, notamment avec la priorisation nécessaire du traitement des nœuds ferroviaires marseillais et azuréen ;

**Vu** la décision ministérielle du 23 juin 2020, dans laquelle l'Etat a acté les opérations constitutives des phases 1 et 2 du projet et validé le périmètre de l'enquête publique sur ces deux phases avec l'objectif d'un lancement de l'enquête début 2022 ;

**Vu** la décision n° DEC.2020.49 du Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis en date du 4 mai 2020, par laquelle la CASA est entrée au Comité des Financeurs et a contribué à l'élaboration du dossier d'enquête publique à un taux de 0,83 % des études et un montant de 200 000 euros ;

**Vu** la délibération n° CC.2021.206 en date du 8 octobre 2021, par laquelle le Conseil Communautaire a émis un avis favorable au dossier d'enquête publique tel que soumis par le porteur de projet SNCF Réseau ;

**Vu** la délibération n° CC.2021.244 en date du 8 novembre 2021, par laquelle le Conseil Communautaire s'est engagé au financement des études d'avant-projet des premières opérations des phases 1 et 2 à un même taux de 0.83% et à hauteur de 251 667€ sur la période 2022-2024 ;

**Vu** la délibération n° CC.2021.301 en date du 13 décembre 2021, par laquelle le Conseil Communautaire a approuvé la participation financière de la C.A.S.A à la réalisation des phases 1 et 2 du projet de LNPCA à un taux de 1.72 %, et pour un montant prévisionnel de 17.57 millions d'euros sur la période 2023-2035 ; a demandé au Gouvernement Français la création par ordonnance d'un Etablissement Public Local pour le projet de LNPCA ; a approuvé l'adhésion de la C.A.S.A à cet Etablissement Public Local avec une voix délibérative proportionnelle à son niveau de participation financière ; a demandé au Gouvernement Français que l'ordonnance prévoie les modalités précises de gouvernance du projet de LNPCA, une commission qui examinera tout au long de la vie du projet et de l'Etablissement Public les possibilités d'optimisation financières ainsi qu'une clause de revoyure a minima ; et enfin, a demandé au Gouvernement Français d'inscrire la création de ressources fiscales dédiées au niveau attendu dans un projet de Loi de Finances rectificative courant de l'année 2022 ou à défaut et au plus tard le projet de Loi de Finances 2023.

**Vu** le protocole de financement validé par le Comité de Pilotage de la L.N.P.C.A en date du 19 avril 2021 puis signé le 21 décembre 2021 ;

Le Conseil Communautaire de la C.A.S.A a rendu un avis favorable au projet de création de la Ligne ferroviaire Nouvelle-Provence Côte d'Azur (LNPCA) reliant Marseille à Nice (phases 1 et 2) tel que porté au dossier d'enquête publique par la SNCF-R, et ce conformément aux articles L.122-1 et suivants, et R.122-1 et suivants du Code de l'environnement. Le Conseil avait également demandé à ce que la phase 2 soit anticipée et planifiée simultanément à la phase 1 pour une mise en service en 2026 et permettant une desserte en TER cadencée à 10 minutes par heure dans les gares entre Cannes marchandises et Nice.

Afin de couvrir l'intégralité des besoins relatifs à la réalisation des études de niveau avant-projet de la phase 1 du projet des phases 1 et 2 de la LNPCA, une convention conclue entre l'AFITF, l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Départements des Bouches-du-Rhône, du Var, des Alpes-Maritimes, les Métropoles Aix Marseille Provence, Toulon Provence Méditerranée, Nice Côte d'Azur, les Communautés d'Agglomération Dracénie Provence Verdon Agglomération, Cannes Pays de Lérins, Sophia Antipolis, Pays de Grasse et la SNCF Réseau et la SNCF Gares&Connexions a été élaborée.



Elle a acté les modalités des études (contenu, calendrier, coûts, répartition entre SNCF Réseau et SNCF Gares&Connexions) ainsi que les modalités de financement.

La C.A.S.A a été appelée à participer sur la période 2022-2024 à hauteur de 251 656,60 € à un taux de 0,8333 %.

En parallèle, un protocole a également été signé le 21 décembre 2021 afin de consolider le financement de la réalisation de l'infrastructure notamment dans un premier temps des phases 1 et 2, dont le coût a été estimé à 3.459 millions d'euros, sur la période 2023-2036. Le principe d'une participation des collectivités à hauteur de 40% du montant global du projet a également été acté, ainsi qu'une participation de l'Etat à parité avec les collectivités, soit 40 % et un financement restant par fonds européens à hauteur de 20 %.

La répartition des 40 % alloués aux Collectivités est réalisée en fonction de leur population, de leur potentiel fiscal, des retombées fiscales attendues ainsi que du gain socioéconomique (à savoir le nombre de voyageurs induits par le projet). La C.A.S.A participera ainsi à hauteur de 17.57 millions d'euros, sur la période 2023-2035 à un taux de 1.27 %.

Pour consolider le financement de ce projet, sur toute la période susvisée, un Etablissement Public Local a donc été créé pour obtenir des ressources de financement propres, venant alléger la participation directe des collectivités.

Toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriale souhaitant participer au financement de la LNPCA peut être autorisé par le Conseil d'Administration à adhérer à l'Etablissement Public Local LNPCA ; l'adhésion étant conditionnée par la signature du protocole.

La C.A.S.A, partenaire et financeur des études préliminaires à l'enquête d'utilité publique de la LNPCA et des études d'avant-projet de phase 1 a décidé d'approuver sa participation financière au projet des phases 1 et 2 et a ainsi affirmé sa volonté de rejoindre la gouvernance de la SLNPCA.

Il est donc proposé de conclure un avenant n°1 au protocole d'intention relatif au financement de la LNPCA afin d'intégrer la C.A.S.A dans le plan de financement du projet.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, ADOPTE LA DELIBERATION A : 62 VOIX POUR, 1 VOIX CONTRE (M. MURATORE), DECIDE :**

- d'approuver l'avenant n° 1 au protocole d'intention relatif au financement de la LNPCA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président, à signer ledit avenant et tout acte nécessaire à l'exécution de celui-ci ;
- de solliciter le Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Local dédié LNPCA pour autoriser l'adhésion de la C.A.S.A à cet établissement public.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 11 JUILLET 2022  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

## Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Protocole d'intention relatif au financement de la Ligne Nouvelle Provence CÃ'te d'Azur - Avenant nÂ.1

---

Date de transmission de l'acte : 18/07/2022

Date de réception de l'accusé de  
réception : 18/07/2022

---

Numéro de l'acte : CC\_2022\_154 ( voir l'acte associé )

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220711-CC\_2022\_154-DE

---

Date de décision : 11/07/2022

Acte transmis par : Corinne PAVAN-SANTAINÉ

---

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de competences par themes  
8.7. Transports